

Metz, le 9 juin 2022

Chères et chers membres du conseil d'administration de l'Université de Lorraine,

J'ai l'honneur de présenter ma candidature comme 1^{ère} VP – VPCA – Vice-Présidente en charge la politique des ressources humaines, des conditions de travail et du dialogue social.

Professeure des universités en sciences économiques, j'ai commencé ma carrière en 2002 à l'Université Nancy 2 avant de muter à Metz à l'Université Paul Verlaine en 2008, devenue Université de Lorraine en 2012. La même année, j'ai été nommée Directrice de l'école doctorale SJPEG (Sciences Juridiques, Politiques, Économiques et de Gestion), fonction que j'ai exercée pendant cinq ans. Ma spécialisation en économie du droit a certainement été un atout dans la compréhension et la prise en compte des différences de pratiques entre les six grandes disciplines ainsi regroupées mais aussi dans la mise en œuvre d'une démarche commune d'amélioration du fonctionnement de l'école doctorale au service des doctorants et de leurs encadrants. En 2017, forte de cette première expérience, j'ai présenté ma candidature à la direction du pôle scientifique SJPEG. J'ai alors considéré que ma fonction consistait principalement à coordonner et à accompagner la dynamique des quatre laboratoires du pôle, de taille et de statuts différents. Je crois pouvoir dire que cette période a marqué un tournant dans le positionnement du pôle et surtout de ses laboratoires au sein de l'établissement, avec une participation croissante aux projets interdisciplinaires d'envergure (dont LUE, CPER), alors même que de fortes contraintes pesaient sur les taux d'encadrement de l'ensemble du domaine disciplinaire. En mai 2020, j'ai remplacé Christine Roizard, vice-présidente ressources humaines et conditions de travail, qui faisait valoir ses droits à la retraite. Deux difficultés majeures devaient alors être surmontées : l'intégration dans une équipe politique déjà constituée pour aller jusqu'à la fin du mandat d'une part, et la période COVID d'autre part. S'est ajoutée par la suite la mise en place, dans l'urgence et dans un contexte mouvant, des nombreuses mesures RH incluses dans la Loi de Programmation de la Recherche ; cela a incontestablement constitué un 3^e défi qui continue de m'occuper largement en tant que chargée de mission depuis le 25 mai.

Ma candidature s'inscrit donc dans une démarche réfléchie de prise de responsabilités progressive et continue depuis plus de dix ans (avant 2012, j'étais responsable de mentions de master et de diplômes). Elle s'appuie en outre sur l'expérience acquise en particulier depuis deux ans dans un contexte particulièrement difficile, mais aussi sur une volonté de continuer à servir l'établissement et à œuvrer pour le collectif.

Deux ans c'est la durée minimale, il me semble, pour commencer à maîtriser correctement les très nombreuses problématiques RH d'un grand établissement comme l'Université de Lorraine. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité conserver ce portefeuille si particulier où l'on accompagne les humains plus qu'on ne gère des ressources. Durant cette période, j'ai eu le souci, malgré des conditions sanitaires inédites et des contraintes d'urgence permanentes, de favoriser le dialogue social dans sa dimension bilatérale (par exemple en participant plusieurs fois par an aux rencontres bilatérales entre les syndicats, le DRH et la VP RH&CT, ou encore à travers les visites sur site avec le DRH dans le cadre d'une démarche systématique qualifiée de « RH Tour », actions démontrant mon souci constant, malgré la taille de

l'établissement, de travailler en proximité) comme dans sa dimension collective (par l'organisation de plusieurs groupes de travail sur des dossiers sensibles dont le plan d'égalité professionnelle femmes-hommes, la mise en place du dispositif harcèlement moral ou encore la charte informatique pour limiter les usages inappropriés des listes de diffusion, tout cela dans une volonté permanente d'améliorer les conditions de travail des personnels).

Je fais aussi le constat que ce dialogue doit encore être accru, notamment en anticipant autant que possible les sujets à traiter et en laissant à chacun plus de liberté d'expression de façon à ce que les nécessaires arbitrages soient fondés sur une base argumentaire plus large. Cela nécessitera de la part de tous un esprit d'ouverture et parfois un changement de posture mais j'ai vraiment bon espoir que la qualité de notre dialogue social soit à terme améliorée, au service de l'ensemble de notre communauté.

Cela est d'autant plus nécessaire que les chantiers à mener sont nombreux. Pour n'en citer que quelques-uns, il y a d'abord tout ce qui a trait aux conditions de travail : les rythmes de travail, le sens (re)donné au travail, la mesure/prévention et le traitement des risques psychosociaux, l'uniformisation et l'accessibilité de nos dispositifs d'alerte, l'égalité professionnelle... Se pose aussi la question de l'attractivité de nos emplois : l'amélioration continue de l'offre de formations et l'accompagnement de la montée en compétences, la réduction de la précarité et l'accompagnement vers la titularisation, une meilleure inclusion des personnes en situation de handicap et un meilleur accueil des personnes en transition professionnelle ou en retour à l'emploi, le tout encouragé par la mise en œuvre progressive de l'ambitieux plan d'actions porté par l'établissement dans le cadre de la pérennisation de la labellisation HRS4R. Enfin, il s'agira aussi, dans la perspective d'une simplification de nos procédures et d'une subsidiarité accrue, d'accompagner le changement que ces nouvelles modalités ne manqueront pas de provoquer pour un grand nombre de nos personnels dont les missions seront amenées à évoluer.

Le portefeuille « RH & CT, dialogue social » pourrait largement s'auto-suffire mais la portée des actions ne serait probablement pas à la hauteur des exigences de notre nouvelle Présidente qui a mis, parmi les priorités premières de son mandat, l'amélioration du vivre (et étudier) ensemble et le fait de redonner du sens au travail. La période que nous venons de traverser a accru l'urgence de s'atteler à ces questions d'autant plus ambitieuses que les résultats ne peuvent s'inscrire que dans la durée et nécessitent d'engager l'ensemble de l'établissement dans des changements profonds. C'est la raison pour laquelle la Présidente a décidé de confier les ressources humaines, les conditions de travail et le dialogue social à la première vice-présidence, en charge du conseil d'administration. Mon expérience, ma connaissance de l'établissement, acquise pas à pas, mon bilan des deux dernières années, ma motivation à continuer de servir l'établissement et la confiance mutuelle qui me lie à la Présidente m'amène donc à présenter ma candidature à ce poste exigeant, qui place les problématiques de ressources humaines au cœur des enjeux de l'établissement.

Pour que le portefeuille global soit soutenable, je serai assistée, côté RH, d'un chargé de mission. Il aura ainsi parmi ses missions l'animation du COPIL HRS4R, le suivi de carrière des enseignants-chercheurs, le suivi des situations individuelles simples, l'animation d'un groupe de travail sur le Rapport Social Unique qui est encore insuffisamment exploité, le suivi de la mise en place d'outils pour alléger la charge de travail de la DRH dans le cadre des avancements des enseignants-chercheurs, par exemple. Cela me permettra de dégager un

temps suffisant pour l'animation du CA et de certains groupes de travail dont les thématiques entrent dans mon portefeuille.

L'animation du CA comprend également la préparation de l'ordonnancement de l'ordre du jour qui conformément aux engagements de la Présidente, sera décidé par un bureau constitué de représentants de l'ensemble des listes.

La tâche qui m'attend est importante et s'inscrit dans la durée car les changements profonds que les personnels attendent nécessiteront d'y consacrer beaucoup d'énergie et de conviction, sur toute la durée du mandat. J'ai bien conscience que la démarche globale se doit d'être collective et qu'elle a besoin d'être animée par une personne qui ne soit ni naïve, ni idéaliste mais néanmoins raisonnablement optimiste sur nos chances de parvenir à nos objectifs et suffisamment motivée pour porter des dossiers qui par nature, parce qu'ils touchent l'humain, seront complexes et sensibles.

Myriam Doriat-Duban

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping loops and horizontal strokes, positioned below the name.